

Notions clés utilisées dans *Grammar of calculated ambiguity* de Gabriela Löffel

Key concepts used in Gabriela Löffel's *Grammar of calculated ambiguity*



Le centre financier offshore suisse

La Suisse est le plus grand centre financier offshore au monde. Plus de 2,1 billions de dollars d'actifs étrangers y sont gérés, principalement à Zurich, Genève, Zoug et Lugano, ce qui représente environ un cinquième de l'ensemble des investissements transfrontaliers mondiaux. Le secret bancaire, la stabilité politique et une culture de la discrétion ont permis au pays de se bâtir une réputation de pôle financier sûr et digne de confiance au fil des décennies.

La Suisse ne se limite toutefois pas à la gestion d'actifs étrangers : elle est également un acteur mondial majeur dans la création de structures offshore. Lorsque les Panama Papers ont été publiés en 2016, révélant l'existence de 214 000 sociétés offshore secrètes appartenant à des personnalités dont des proches du président russe Vladimir Poutine, ainsi qu'à des criminels, des personnes sous sanctions et des fraudeurs fiscaux, il est rapidement apparu qu'un nombre significatif de ces entités provenaient de Suisse. Environ 34 000 sociétés avaient été créées et administrées par des avocats et des fiduciaires suisses.

En 2018, le gouvernement suisse a publié une enquête sur la question. Le rapport final a conclu que les entreprises suisses étaient fortement exposées au risque de blanchiment d'argent, soulignant que « l'utilisation de sociétés offshore est l'une des formes les plus courantes de criminalité financière internationale, constituant une menace particulière pour la Suisse ». L'enquête a révélé que des banques et des cabinets juridiques suisses avaient transféré en secret des dizaines de millions de francs suisses pour le compte de proches du cercle restreint de Poutine.

Depuis lors, les autorités suisses, les régulateurs financiers et les tribunaux ont entrepris de lutter contre ces pratiques et le Parlement parle d'un renforcement des lois anti-blanchiment. Cependant, les réformes proposées ont jusqu'à présent été bloquées, en grande partie par des parlementaires issus du milieu juridique.

Switzerland offshore financial center

Switzerland is the largest offshore financial center in the world: over 2,100 billion dollars' worth of foreign assets are managed in Zurich, Geneva, Zug or Lugano. That is a fifth of all cross-border assets invested worldwide. Banking secrecy, security, neutrality and few critical questions to new clients helped to build the reputation of the financial center over decades.

But Switzerland is not only the world leader in foreign assets. In 2016, it emerged that it is also a global power when it comes to setting up offshore structures. That was when the Panama Papers came to light - 214,000 secret offshore-companies were exposed. Their owners included the closest family entourage of Russian President Vladimir Putin, numerous criminals, sanctioned individuals and tax evaders. It eventually emerged, that a large proportion of these Panama companies - 34,000 - were set up and managed by Swiss lawyers and trustees. In 2018, the Swiss government presented a comprehensive investigation into this. In its final Report the Experts wrote, that the Swiss businesses were highly vulnerable for Money laundering in this regard. 'The use of offshore companies is one of the most common forms of international financial crime, which poses a particular threat to Switzerland.' Swiss lawyers and banks for example moved secretly tens of millions of Swiss francs for Putin's entourage.

The Swiss government, the banking supervisory authority and the courts have later acted against this scheme. Parliament began discussions about tightening anti-money laundering laws. But the lawyers in parliament have so far prevented the law from being changed.

Infrastructure

L'infrastructure est un ensemble d'éléments, d'ouvrages ou d'installations interdépendants qui supportent en partie ou en totalité des structures ou des réseaux tels que les transports, les communications ou l'énergie. Les infrastructures de transport englobent les routes, les ponts, les chemins de fer et les aéroports ; les infrastructures de communication ont évolué des réseaux postaux vers l'internet et les plateformes de messagerie chiffrée, ainsi que les adresses, canaux de transmission et systèmes d'alimentation électrique qui les sous-tendent.

Le terme de « pouvoir infrastructurel » a également été utilisé pour décrire le rôle de l'infrastructure dans la structuration des sociétés, souvent de manière plus subtile et diffuse que les mécanismes visibles de la loi et de l'ordre habituellement associés à l'État. Le pouvoir infrastructurel englobe des systèmes tels que le langage, la communication et la monnaie, tous essentiels à l'organisation de sociétés complexes. Le contrôle de ces infrastructures constitue un levier majeur de pouvoir, qu'il soit exercé par les États ou par des acteurs privés.

À mesure que des services publics comme l'internet (initialement développé par l'armée américaine) et les réseaux satellites ont été progressivement privatisés, des entités privées ont acquis un pouvoir croissant par rapport aux gouvernements et à leurs agences. Le système juridique peut lui aussi être considéré comme un canal de pouvoir infrastructurel, dans la mesure où il donne des moyens d'action à ceux qui savent l'utiliser pour défendre les intérêts de leurs clients et échapper aux coûts imposés par les lois, les réglementations ou les obligations fiscales susceptibles de les contraindre.

La capacité à contraindre autrui à opérer selon ses propres conditions, que ce soit dans la vie sociale ou économique, constitue un autre signe de pouvoir infrastructurel. Les entreprises qui imposent leurs conditions d'utilisation aux usagers avant l'accès à leurs plateformes numériques exercent ce type de pouvoir, tout comme les intermédiaires financiers dont la place centrale dans le système garantit l'intervention des banques centrales en cas de crise, même lorsqu'ils ont manqué à leurs obligations réglementaires en amont.

Infrastructure

Infrastructure is the foundation or base of something, of transport, communication, or power. The transport infrastructure includes roads, bridges, rails, airports; the communication infrastructure has evolved from postal systems to the internet and to encrypted messaging systems together with the addresses, transmission channels, and energy systems that power them.

The term “infrastructural power” has also been used to describe the role of infrastructure in shaping societies in ways more clandestine than the top-down law-and-order world many associate with the state. Infrastructural power includes communication, language, coinage (or money) and other systems that are critical for organizing complex societies. Controlling these infrastructures is key for holding power over others. These power wielders can be state or private agents. As utilities, the internet (which was invented by the US army), and satellite system have been privatized, private actors have gained power relative to the state and its agents.

The legal system too can be thought of as conveying infrastructural power on agents who know how to use it to advance the interests of their clients and help them avoid the costs of laws, regulations, or tax liabilities that might stand in their way. Forcing others to play on one’s own terms in social or economic life is also an indicator of infrastructural power. Companies that control the terms of the contracts that must be agreed to when they enter a digital platform, exert such power, as do financial intermediaries whose survival is critical to the system and which, therefore, central banks will bail out in times of crisis, even if they failed to comply with regulations *ex ante*.

Panama Papers

Les Panama Papers sont largement considérés comme la première révélation d'envergure mondiale sur l'économie offshore. Avec une équipe initiale composée de journalistes issus de plus de cent organisations médiatiques réparties dans quatre-vingts pays, le projet a marqué un tournant majeur dans le développement du journalisme d'investigation collaboratif transnational. En 2017, il a reçu le prix Pulitzer dans la catégorie « Explanatory Reporting » [1] .

La fuite portait sur 11,5 millions de documents issus du cabinet d'avocats offshore Mossack Fonseca et les premières révélations de l'enquête ont été publiées en avril 2016. Basé à Panama, Mossack Fonseca était spécialisé dans la création et la gestion de sociétés offshore, la plupart enregistrées dans le paradis fiscal des îles Vierges britanniques, un territoire d'outre-mer du Royaume-Uni.

Les fichiers contenaient des informations sur environ 214 000 sociétés, trusts et autres structures financières liées à des individus de plus de deux cents pays et territoires [2]. Parmi les clients finaux figuraient de hauts responsables publics, dont des chefs d'État et de gouvernement, présents et passés.

Les révélations ont notamment permis de mettre en lumière les immenses richesses cachées du président russe Vladimir Poutine [3]. Elles ont encore provoqué la démission du Premier ministre islandais à la suite de manifestations massives devant le Parlement [4] et la destitution du Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif par la Cour suprême de son pays [5]. Au Royaume-Uni, David Cameron a réagi aux révélations concernant ses propres affaires financières en devenant le premier Premier ministre britannique à publier sa déclaration de revenus [6].

Décrite par l'analyste des affaires internationales de CNN Frida Ghitis comme un « tremblement de terre dont les répliques se feront sentir pendant des mois, voire des années », l'enquête a mis au jour de nombreux cas d'évasion fiscale, de fraude, de contournement de sanctions et de corruption. Selon le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), l'organisation à but non lucratif basée à Washington qui a coordonné le projet, les États ont depuis récupéré plus de 1,36 milliard de dollars d'impôts impayés grâce aux informations issues de la fuite.

Les fichiers avaient été obtenus à l'origine par le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung auprès d'un lanceur d'alerte connu sous le pseudonyme de John Doe, resté anonyme à ce jour. Celui-ci a publié un manifeste appelant les législateurs à lutter contre les inégalités de revenus en protégeant les lanceurs d'alerte et en s'attaquant au secret financier [7].

1 : <https://www.pulitzer.org/winners/international-consortium-investigative-journalists-mcclatchy-and-miami-herald>

2 : <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/five-years-later-panama-papers-still-having-a-big-impact/>

3 : <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/swiss-bank-employees-indicted-in-connection-to-russia-presidents-vast-fortunes/>

4 : <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/five-years-later-panama-papers-still-having-a-big-impact/>

5 : <https://www.theguardian.com/world/2017/jul/28/pakistani-court-disqualifies-pm-nawaz-sharif-from-office>

6 : <https://www.theguardian.com/politics/2016/apr/09/david-cameron-to-launch-local-election-campaign-as-panama-papers-row-rumbles-on>

7 : <https://panamapapers.sueddeutsche.de/articles/572c897a5632a39742ed34ef/>

Panama Papers

The Panama Papers is regarded as the first globally consequential exposé of the offshore economy. With an initial reporting team of journalists from over 100 media organisations in 80 countries, it is also seen as a watershed in the evolution of transnational collaborative journalism. In 2017, the project was awarded a Pulitzer prize for explanatory reporting [1].

The papers are a leak of 11.5m documents from the offshore law firm Mossack Fonseca, and the findings from the investigation into this material were published in April 2016. Headquartered in Panama, Mossack Fonseca specialised in incorporating and servicing offshore companies, mostly in the tax haven of the British Virgin Islands, a UK-controlled overseas territory.

The files contained information on 214,000 offshore companies, trusts and other vehicles connected to people in more than 200 countries and territories [2]. The firm's ultimate clients included senior public officials, among them serving and former heads of state and heads of government.

The disclosures indicated Russian president Vladimir Putin appeared to have accumulate vast hidden wealth [3]. They led to the resignation of the prime minister of Iceland, following protests outside parliament [4], and the removal from office of Pakistan's prime minister Nawaz Sharif by his country's supreme court [5]. In the UK, David Cameron responded to revelations about his own financial affairs by becoming the first British prime minister to publish a tax return [6].

Described by CNN's world affairs analyst Frida Ghitis as an "earthquake", whose "aftershocks will continue for months, even years to come" [7], the reporting revealed multiple cases of tax evasion, fraud, sanctions busting and corruption.

Countries have recouped more than \$1.36 bn in unpaid taxes using information from the leak, according to the ICIJ, the Washington based non-profit media outlet which coordinated the project.

The files were originally given to the German newspaper Süddeutsche Zeitung by a whistleblower known as John Doe, who remains anonymous but has published a manifesto calling on lawmakers to combat income inequality by protecting whistleblowers and challenging financial secrecy [8].

1: <https://www.pulitzer.org/winners/international-consortium-investigative-journalists-mcclatchy-and-miami-herald>

2: <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/five-years-later-panama-papers-still-having-a-big-impact/>

3: <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/swiss-bank-employees-indicted-in-connection-to-russia-presidents-vast-fortunes/>

4: <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/five-years-later-panama-papers-still-having-a-big-impact/>

5: <https://www.theguardian.com/world/2017/jul/28/pakistani-court-disqualifies-pm-nawaz-sharif-from-office>

6: <https://www.theguardian.com/politics/2016/apr/09/david-cameron-to-launch-local-election-campaign-as-panama-papers-row-rumbles-on>

7: <https://edition.cnn.com/2016/04/04/opinions/panama-papers-ghitis/index.html>

8: <https://panamapapers.sueddeutsche.de/articles/572c897a5632a39742ed34ef/>

Pandora Papers

Publiés en octobre 2021, les Pandora Papers constituent une vaste fuite de documents provenant de quatorze sociétés de services financiers basées au Panama, en Suisse, à Chypre, aux Émirats arabes unis et dans d'autres paradis fiscaux et centres financiers du monde entier.

À l'instar des Panama Papers (2016) et des Paradise Papers (2017), cette fuite est le fruit d'une enquête journalistique collaborative menée par plus de cent médias internationaux. Les trois projets ont été coordonnés par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), une organisation à but non lucratif basée à Washington, en partenariat avec plusieurs grands journaux et chaînes, parmi lesquels The Guardian, la BBC, Le Monde, El País et la Süddeutsche Zeitung.

Au total, la fuite a mis en cause 35 dirigeants nationaux, présents ou passés, ainsi qu'environ 400 responsables publics et 100 milliardaires. Parmi eux figuraient le roi Abdallah II de Jordanie, dont les documents ont révélé la possession d'un portefeuille immobilier de 100 millions de dollars comprenant des biens à Malibu, Washington et Londres [1]; Tony Blair, l'ancien Premier ministre britannique, qui, avec son épouse, avait acquis un immeuble de bureaux à Mayfair, quartier affluent de Londres, par le biais de l'achat de parts dans une société offshore [2]; et Andrej Babiš, alors Premier ministre de la République tchèque, dont le manoir français avait été financé via une structure offshore [3].

En mettant au jour ces avoirs et ces transactions jusque-là soigneusement dissimulés, les Pandora Papers ont ravivé les inquiétudes mondiales quant à la manière dont le système financier offshore peut être utilisé pour cacher ses richesses et échapper aux administrations fiscales.

1 : <https://www.theguardian.com/news/2021/oct/03/pandora-papers-biggest-ever-leak-of-offshore-data-exposes-financial-secrets-of-rich-and-powerful>

2 : <https://www.theguardian.com/news/2021/oct/03/tony-and-cherie-blair-bought-property-via-offshore-firm-and-saved-300000-in-tax>

3 : <https://www.theguardian.com/news/2021/oct/03/revealed-czech-pm-used-offshore-companies-to-buy-13m-french-mansion>

Pandora Papers

Published in October 2021, the Pandora Papers are a leak of documents from 14 financial service companies in Panama, Switzerland, Cyprus, the United Arab Emirates and other tax havens and financial centres around the world.

Like the Panama Papers (2016) and the Paradise Papers (2017), it was a collaborative reporting project involving journalists from media outlets in over 100 countries. All three investigations were led by the ICIJ, a non-profit media outlet based in Washington, working alongside major news organisations including the Guardian and the BBC, Le Monde, El País and Süddeutsche Zeitung.

In total, 35 current and former national leaders appeared in the leak, alongside some 400 public officials and 100 billionaires.

Among those to feature was the ruler of Jordan, King Abdullah II, with a \$100m collection of properties in Malibu, Washington and London [1]; The former British prime minister Tony Blair, who with his wife acquired a Mayfair office building via the purchase of shares in an offshore firm [2]; and the then Czech prime minister Andrej Babiš, whose purchase of a mansion in France was financed through an offshore structure [3].

By revealing assets and transactions previously obscured from public view, the Pandora Papers raised fresh concerns about how the offshore system can be exploited to hide wealth and avoid tax.

1 :<https://www.theguardian.com/news/2021/oct/03/pandora-papers-biggest-ever-leak-of-offshore-data-exposes-financial-secrets-of-rich-and-powerful>

2 :<https://www.theguardian.com/news/2021/oct/03/tony-and-cherie-blair-bought-property-via-offshore-firm-and-saved-300000-in-tax>

3 :<https://www.theguardian.com/news/2021/oct/03/revealed-czech-pm-used-offshore-companies-to-buy-13m-french-mansion>

Shadow banking

Le shadow banking (ou système bancaire parallèle) désigne les activités bancaires exercées en dehors des institutions officiellement reconnues comme banques par la loi. Depuis le XIX^e siècle, les banques traditionnelles sont soumises à une réglementation stricte visant à protéger les déposants. En général, elles accordent des prêts à long terme, même si leurs clients peuvent retirer « leur » argent à tout moment. Cet écart structurel les rend vulnérables aux crises de liquidité et, dans les cas extrêmes, à la faillite. Pour éviter une telle instabilité, les banques centrales mettent en place des mécanismes de soutien aux établissements réglementés, afin de maintenir la confiance dans le système financier.

Opérer en dehors de ce cadre réglementaire peut s'avérer très lucratif, car cela permet d'échapper aux contraintes et aux coûts imposés aux banques classiques. En contrepartie, il n'existe pas de filet de sécurité, du moins en théorie. Malgré son nom inquiétant, le shadow banking (ou « finance de l'ombre ») n'a rien de véritablement clandestin : il s'agit d'une forme alternative d'intermédiation financière, menée par des acteurs légalement reconnus mais non autorisés à collecter des dépôts. Ces institutions financent leurs activités en négociant des titres financiers, souvent via des opérations à court terme telles que les opérations de pension livrée (repos), où des titres sont vendus puis rachetés quelques heures plus tard ou le lendemain. Comme les banques classiques, elles utilisent leurs réserves de liquidités pour investir dans d'autres actifs, souvent moins liquides. Une « ruée » bancaire survient lorsqu'un grand nombre de déposants craignent pour la sécurité de leur argent. Dans le système bancaire parallèle, une panique équivalente se produit lorsque les actifs utilisés comme garanties ne sont plus jugés suffisamment sûrs. Les investisseurs se précipitent alors pour vendre, ce qui fait chuter la valeur des actifs et fragilise les bilans des intermédiaires financiers concernés. Il est essentiel de comprendre que le shadow banking est étroitement lié au système bancaire réglementé. De nombreuses banques traditionnelles exploitent ou financent ces intermédiaires, investissent dans les mêmes actifs ou leur octroient des lignes de crédit contre rémunération, en particulier en période de tension financière. En somme, les banques parallèles ne forment pas un secteur totalement séparé, mais représentent plutôt un ensemble de pratiques bancaires auxquelles les établissements classiques participent dès que la réglementation le permet.

Shadow Banking

Shadow banking is banking outside organizations that are labeled as banks by laws and regulations. Conventional banks have been heavily regulated since the 19th century to ensure that they are safe for depositors. Banks tend to invest long term even as their customers, the depositors, can withdraw “their” money at any moment in time. This makes them vulnerable to liquidity stress and possibly insolvency. To avoid this, central banks offer support to regulated banks to avoid financial instability. Banking outside regulated banks is tempting, because money can be made without facing regulatory costs. The downside is that there is no safety net available, at least not in principle. Shadow banking is less shady than the term suggests. It is banking by other means, which are formally legal. Financial intermediaries that practice in the shadows of banks do not have depositors. Instead, they fund themselves by trading in securities, often selling and repurchasing them within hours or overnight (Repos). Like regular banks, they use their cash reserves to invest in other assets that are often less liquid. A “run” on a regular bank occurs when customers fear that their money is no longer safe. The equivalent for shadow banks is a “run” on assets that are no longer believed to be safe enough for their counterparts. When everybody sells them, they lose in value and impair the balance sheet of these financial intermediaries. Critically, many regular banks are intertwined with shadow banking practices, because they operate financial intermediaries that invest in assets used in shadow banking or offer them credit lines they can draw on (for a fee) in times of distress, or hold some of these assets directly. In short, shadow banks are not different “banks”, but banking practices in which regular banks take part if permitted to do so.

ESG

Les lettres E, S et G correspondent aux notions d'environnement, de social et de gouvernance : trois objectifs que certaines entreprises poursuivent tout en cherchant à maximiser les bénéfices des actionnaires. Les sociétés choisissent parmi ces priorités et définissent leurs propres stratégies pour les atteindre. Une série d'indicateurs de performance ESG a été mise au point, sans toutefois avoir de caractère contraignant. Trouver un équilibre entre ces trois piliers reste difficile : les intérêts des salariés ou des communautés locales (le « S » de « Social ») divergent souvent des priorités environnementales (E) ou des exigences de gouvernance (G), qui tendent à refléter les attentes des actionnaires.

D'abord mis en avant par les Nations unies au début des années 2000, les principes ESG ont depuis été adoptés par des entreprises et des investisseurs soucieux d'élargir leurs objectifs économiques et financiers. Cependant, avec l'évolution des contextes politiques, nombre d'entre eux ont atténué ou abandonné leurs engagements. L'ESG demeure un concept ouvert et ambigu, fréquemment utilisé comme outil de communication plutôt que comme véritable cadre d'action, d'autant qu'il existe encore peu d'indicateurs fiables permettant d'en mesurer l'impact réel.

Aujourd'hui, il existe un marché de plusieurs milliers de milliards de dollars d'« actifs ESG », censés offrir des rendements non pas malgré leurs vertus éthiques ou durables, mais grâce à elles. En pratique, cependant, la plupart de ces actifs estampillés ESG restent volatils, suivant souvent des cycles spéculatifs d'expansion et de repli, plutôt que de tracer une voie claire vers un autre modèle économique.

Dans les années 1970, une idée similaire circulait sous un autre nom : la « Responsabilité sociale des entreprises » (RSE). Elle comptait alors peu d'adeptes, à une époque où il était de bon ton d'affirmer, comme le fit notamment Milton Friedman, que « la seule responsabilité sociale de l'entreprise est d'accroître ses profits ». L'ESG, au contraire, a conquis bien davantage de partisans précisément parce qu'il permet aux entreprises d'obtenir le beurre et l'argent du beurre : poursuivre leurs profits tout en donnant l'apparence d'agir pour l'environnement ou le bien commun, sans qu'aucun véritable mécanisme de responsabilité ne les contraigne.

ESG

The three letters E, S, and G stand for “environment, social, and governance” — objectives that business organizations may pursue other than making profits to maximize shareholder value. Corporations may choose among these goals and the strategy for realizing them. ESG performance indicators have been developed, but they are non-binding. Realizing all three ESG goals is challenging, because the interests of labor or the community (Social) do not always converge with environmental protection goals (E) or with governance (G), a variable that captures shareholder interests. ESG was first promoted by the UN in the early 2000s, but has since made its way into the world of corporations and their investors, who felt some pressure to diversify corporate and investment objectives, although political winds have turned, and many companies have dropped or softened their commitments.

ESG is an open-ended concept that can be used for boosting public relations even as there are few reliable metrics for assessing follow through or real impact. There is now a multi-trillion market in “ESG assets” that promise to deliver returns not despite, but because they are ESG compliant. However, most ESG labeled assets remain volatile and follow patterns of speculative bubble and busts rather than a clear path towards a different future. In the 1970s, a different acronym was used: Corporate Social Responsibility (CSR). It had few followers, because back then it was fashionable to say that “the business of business is business” (Milton) Friedman). ESG has found more followers because it allows companies to have their cake and eat it too — to make profits while pretending to do something for the environment, or for social issues, without having to account for this.

BlackRock

BlackRock est le plus grand gestionnaire d'actifs au monde. Basée à New York, l'entreprise conçoit et gère des instruments d'investissement, appelés « fonds », qui opèrent sur l'ensemble des marchés financiers mondiaux. Elle supervise des centaines de fonds, chacun spécialisé dans des domaines précis, tels que les cent plus grandes entreprises cotées à la Bourse de Londres (FTSE) ou les principales firmes technologiques américaines, les obligations d'État ou la dette d'entreprise. BlackRock figure parmi les plus importants actionnaires de la plupart des grandes sociétés américaines et européennes et constitue également un prêteur majeur auprès des gouvernements du monde entier.

La clientèle de l'entreprise, qui va d'épargnants à revenu moyen à des oligarques en passant par des régimes de retraite ou des fonds souverains, achète des parts de fonds BlackRock pour parier sur les marchés.

Au printemps 2024, alors que les marchés boursiers étaient en pleine reprise, le total des actifs gérés par BlackRock a atteint un record de 10,5 billions de dollars [1], soit environ trois fois la capitalisation boursière de Microsoft, l'entreprise cotée la plus valorisée au monde.

Larry Fink, directeur général de BlackRock, est largement considéré comme l'une des figures les plus influentes de la finance américaine. La société entretient depuis longtemps des liens étroits avec les dirigeants politiques aux États-Unis Washington et ailleurs. En 2017, l'ancien chancelier de l'Échiquier britannique George Osborne a rejoint le BlackRock Investment Institute [2] en tant que conseiller, quelques mois seulement après avoir quitté le gouvernement.

1 : <https://www.ft.com/content/7dfd1e3d-e256-4656-a96d-1204538d75cd>

2 : <https://www.theguardian.com/politics/2017/jan/20/george-osborne-investment-advice-blackrock-fund-manager>

BlackRock

BlackRock is the world's largest asset manager. Headquartered in New York, it creates and manages vehicles, known as funds, that invest in the world's capital markets. It manages hundreds of funds, which tend to specialise in defined areas such as the largest 100 companies on the London stock exchange, or the main US technology firms. Others funds hold government bonds, or corporate debt. BlackRock is one of the biggest shareholders in most major American and European companies, and it lends to governments around the world.

Clients buy units in BlackRock's funds in order to place bets on the markets. Its customers range from middle income savers to oligarchs, from pension funds to sovereign wealth funds.

In the Spring of 2024, as stockmarkets rallied, the total sums it manages hit a record \$10.5 trillion [1]. As a point of comparison, this was three times more than the market capitalisation of Microsoft, the world's most valuable listed company.

BlackRock's chief executive Larry Fink is regarded as one of America's most influential financial figures, and the firm has cultivated ties to political leaders in Washington and further afield. In 2017 the former UK chancellor George Osborne became one of the firm's most high profile political appointees, taking up a role as an advisor to BlackRock's investment institute [2] a few months after leaving government.

1 : <https://www.ft.com/content/7dfd1e3d-e256-4656-a96d-1204538d75cd>

2 : <https://www.theguardian.com/politics/2017/jan/20/george-osborne-investment-advice-blackrock-fund-manager>

Concentration des richesses

La concentration des richesses désigne l'accumulation de fortunes considérables entre les mains d'une petite fraction de la société. Elle se mesure souvent en comparant la part de la richesse nationale détenue par le 1 %, voire le 0,1 %, le plus riche, à celle possédée par la moitié inférieure de la population. Ce phénomène s'inscrit dans une dynamique intergénérationnelle : au fil du temps, un nombre décroissant d'individus ou de familles en vient à contrôler une part toujours plus importante des ressources d'une société. En Inde, le pays le plus peuplé du monde, le 1 % le plus riche détient environ 40 % de la richesse nationale, tandis que la moitié la plus pauvre ne possède guère plus de 8 % [1].

Des recherches historiques menées sur les pays occidentaux montrent que, depuis l'époque moderne, la concentration des richesses a eu tendance à augmenter de manière continue. Seules de grandes ruptures historiques (guerres, pandémies ou, dans une certaine mesure, la Révolution française) ont pu interrompre temporairement cette évolution. Après la Seconde Guerre mondiale, les forts niveaux de taxation sur le patrimoine et les successions dans les démocraties occidentales ont constitué le seul facteur non violent ayant réellement contribué à réduire les inégalités de richesse. Depuis les années 1980, toutefois, les réformes fiscales ont allégé la charge pesant sur les grandes fortunes, les héritages et les très hauts revenus [2]. Combinées aux structures financières offshore permettant d'échapper aux administrations fiscales, ces évolutions ont provoqué un nouvel essor de la concentration des richesses [3].

La transmission intergénérationnelle des patrimoines joue un rôle central dans ce processus. L'héritage consolide à la fois les inégalités économiques et l'influence politique, donnant naissance à ce que l'on peut appeler une concentration dynastique des richesses, une forme de continuité économique qui entre en tension avec les principes démocratiques.

Des exemples en Suisse illustrent ce phénomène de concentration dynastique à travers les participations industrielles et familiales. La famille Oeri-Hoffmann, par exemple, détient un patrimoine d'une valeur de plus de 20 milliards de francs suisses, issu de sa participation majoritaire dans Roche, l'un des plus grands groupes pharmaceutiques du pays [4]. La famille Hayek, propriétaire du Swatch Group, a, elle aussi, accumulé plusieurs milliards grâce au contrôle multigénérationnel de son entreprise [5]. La famille Bertarelli, quant à elle, a transformé sa société de biotechnologie, Serono, en une fortune dynastique, en la vendant puis en réinvestissant les quelque 13 milliards de dollars obtenus dans l'immobilier et la finance [6].

Des dynamiques similaires se retrouvent à l'échelle mondiale : au Mexique, le magnat des télécommunications Carlos Slim possède une fortune estimée à 55 milliards de dollars, tandis qu'en Inde, la famille Ambani, propriétaire du Reliance Group, a accumulé environ 80 milliards de dollars [7].

1 : https://wid.world/www-site/uploads/2024/03/WorldInequalityLab_WP2024_09_Income-and-Wealth-Inequality-in-India-1922-2023_Final.pdf

2 : https://press.princeton.edu/books/hardcover/9780691215730/as-gods-among-men?srsItd=AfmBOopgNG-cM-L6-xgfkH_6hfiBEkhRb39gsXOF9QbxHXeilRY014YNd

3 : <https://academic.oup.com/book/45687?searchresult=1>

4 : <https://forbes.swiss/artikel/die-reichsten-milliardaere-2023.html>, <https://www.manager-magazin.de/digitales/it/die-reichsten-deutschen-2019-mm-studie-a-1289277.html>, [https://de.wikipedia.org/wiki/Reimann_\(Unternehmerfamilie\)](https://de.wikipedia.org/wiki/Reimann_(Unternehmerfamilie))

5 : <https://www.srf.ch/sendungen/dok/inside-roche-der-roche-clan-verschwiegen-spendabel-und-immer-reicher-1>, <https://www.augsburger-allgemeine.de/panorama/rekorde-so-viel-geld-besitzen-die-10-reichsten-familien-europas-id68896626.html>

6 : https://de.wikipedia.org/wiki/Nicolas_Hayek, <https://investrends.ch/aktuell/news/familie-hayek-erhoht-anteil-an-swatch/>

7 : https://de.wikipedia.org/wiki/Ernesto_Bertarelli

Wealth concentration

Wealth concentration is the accumulation of very large fortunes in the hands of only a small group within a given society. It is often expressed in terms of how much of national wealth is owned by the 1 percent or even the 0.1 percent richest people compared to the bottom half of the population. Importantly, wealth concentration is an intergenerational process so that over time very few individuals or families control an ever-increasing share of a society's total wealth. In India, the world's most populous country, the richest 1 percent own 40 percent of the national wealth, while the bottom 50 percent of the population own only 8 percent of it.^[1]

Scholarship on Western countries further shows that over the course of history – from early modern times to the present – wealth concentration continuously increases. Only wars, pandemics, and to a certain extent the French Revolution have temporarily slowed this process. After the Second World War high taxation of wealth and inheritance in Western democracies was historically the only non-violent cause for a decrease in wealth concentration. However, since the 1980s, tax reforms have eased the tax burden on large fortunes, inheritances and very high incomes ^[2]. In combination with the possibility of the wealthy to further decrease their tax burden via offshoring these reforms have led to a renewed increase in wealth concentration ^[3]. It is in particular the ability to pass on wealth from one generation to the next which consolidates wealth concentration, leading to both socio-economic inequalities and a concentration of power around a few wealthy families within a society. This is what we could call dynastic wealth concentration and it stands in tension with democratically organised societies.

Prominent examples from Switzerland demonstrate how wealth is concentrated and passed down through generations via corporate holdings. The Oeri-Hoffmann family was able to pass on wealth created through significant stakes in Roche, one of Switzerland's largest and most successful pharmaceutical companies, at the tune of over 20 billion Swiss Francs. ^[4] The Hayek family, owners of the Swatch Group, has also amassed wealth of several billion Swiss francs via family company control across generations. ^[5] Others, like the Bertarelli family, have built a dynastic strategy around selling their inherited company (the biotechnology firm Serono) and increasing their wealth through strategic investment of the proceeds of approximately 13 billion US dollar into the real estate and financial sectors. ^[6] Similar trends can be seen worldwide, for example in Mexico, where telecom magnate Carlos Slim has a fortune of \$55 billion, or in India, where the Ambani family, owners of the Reliance Group, have amassed a fortune of around \$80 billion. ^[7]

1: https://wid.world/www-site/uploads/2024/03/WorldInequalityLab_WP2024_09_Income-and-Wealth-Inequality-in-India-1922-2023_Final.pdf

2: https://press.princeton.edu/books/hardcover/9780691215730/as-gods-among-men?srsIid=AfmBOopgNG-cM-L6-xgfkH_6hfiBEkhRb39gsXOF9QbxHXeilRY014YNd

3: <https://academic.oup.com/book/45687?searchresult=1>

4: <https://forbes.swiss/artikel/die-reichsten-milliardaere-2023.html>, <https://www.manager-magazin.de/digitales/it/die-reichsten-deutschen-2019-mm-studie-a-1289277.html>, [https://de.wikipedia.org/wiki/Reimann_\(Unternehmerfamilie\)](https://de.wikipedia.org/wiki/Reimann_(Unternehmerfamilie))

5: <https://www.srf.ch/sendungen/dok/inside-roche-der-roche-clan-verschwiegen-spendabel-und-immer-reicher-1>, <https://www.augsburger-allgemeine.de/panorama/rekorde-so-viel-geld-besitzen-die-10-reichsten-familien-europas-id68896626.html>

6: https://de.wikipedia.org/wiki/Nicolas_Hayek, <https://investrends.ch/aktuell/news/familie-hayek-erhoht-anteil-an-swatch/>

7: https://de.wikipedia.org/wiki/Ernesto_Bertarelli